

ACTION URGENTE

FÉDÉRATION DE RUSSIE. UNE JOURNALISTE EN DANGER APRÈS DES MENACES DE MORT

Le 13 avril, le président de la Tchétchénie Ramzan Kadyrov a publié sur Instagram une vidéo dans laquelle il menaçait de mort la journaliste russe Elena Milachina. Cette menace faisait suite à la publication d'un article de la journaliste à propos de la pandémie de COVID-19 en Tchétchénie. Elle est en grand danger et les autorités russes doivent de toute urgence prendre des mesures pour veiller à sa sécurité.

PASSEZ À L'ACTION : ENVOYEZ UN APPEL EN UTILISANT VOS PROPRES MOTS OU EN VOUS INSPIRANT DU MODÈLE DE LETTRE CI-DESSOUS

*Président de la Fédération de Russie
Vladimir Vladimirovich Putin*

Ul.Ilyinka, 23

Moscow 103265

Russie

Fax : +7 495 9102134

Courriel : <http://en.letters.kremlin.ru/> (en anglais)

<http://letters.kremlin.ru/letters/send> (en russe)

Twitter : @KremlinRussia

Monsieur le Président,

*Je me permets de vous écrire afin de vous faire part de ma vive inquiétude concernant la menace de mort publiée sur Instagram par le président de la Tchétchénie, Ramzan Kadyrov, le 13 avril. Cette menace est adressée à une journaliste de Novaïa Gazeta, **Elena Milachina**, et a été proférée en réaction à l'article qu'elle a publié dans ce journal le 12 avril, dont le sujet était la réponse des autorités à la pandémie de COVID-19 en Tchétchénie. Dans son message, Ramzan Kadyrov accuse Novaïa Gazeta et ses journalistes d'être des « pantins de l'Occident » et appelle directement le gouvernement et le Service fédéral de sécurité (FSB) russes à « arrêter ces non-humains qui écrivent et provoquent [son] peuple ». Il annonce que si les autorités russes n'agissent pas, quelqu'un en Tchétchénie devra commettre un crime pour réduire la journaliste au silence.*

Le fait que l'attaché de presse présidentiel ait écarté ces menaces tout à fait réelles et graves en estimant qu'elles n'avaient « rien d'inhabituel » et qu'il s'agissait simplement d'une réaction « émotionnelle » qui serait « compréhensible dans une telle situation [la pandémie de COVID-19] », est également préoccupant. Le bureau du procureur général a en outre ordonné que l'article d'Elena Milachina soit dépublié du site internet de Novaïa Gazeta.

Ce n'est pas la première fois que des menaces et des attaques contre des journalistes ou des personnes qui défendent les droits humains en Russie sont négligées ou même cautionnées par les autorités. Il s'agit d'une violation de l'obligation internationale relative aux droits humains qu'a la Russie de protéger les journalistes et les défenseurs des droits humains, et de défendre la liberté d'expression. En ne respectant pas cette obligation, la Russie permet aux auteurs de ces menaces et de ces attaques de rester impunis.

Je vous demande, en tant que chef de l'État et garant de la Constitution et des droits fondamentaux qui y sont inscrits :

- ***de condamner publiquement les menaces contre Elena Milachina, de prendre des mesures efficaces pour que cela ne se reproduise pas, et de garantir la sécurité de cette journaliste ;***
- ***de faire respecter le droit des journalistes d'enquêter et de rendre public le résultat de leurs investigations sur la pandémie de COVID-19 et sur la réponse des autorités à cette pandémie en Tchétchénie et dans les autres régions de la Fédération de Russie, et de protéger le droit à la liberté d'expression et d'information.***

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma très haute considération,

COMPLEMENT D'INFORMATION

Le 12 avril, le journal indépendant russe *Novaïa Gazeta* a publié un article d'Elena Milachina à propos de la pandémie de COVID-19 en Tchétchénie et de la réponse des autorités à cette situation. Cet article, intitulé « Mourir du coronavirus - un moindre mal. Quand, en Tchétchénie, les personnes infectées sont assimilées à des terroristes, les gens commencent à cacher qu'ils sont malades et meurent chez eux », a provoqué une réaction sans précédent de la part du président de la Tchétchénie, Ramzan Kadyrov. Il a largement commenté l'article sur son compte Telegram et, plus inquiétant, a publié sur Instagram une vidéo dans laquelle il accusait *Novaïa Gazeta* et ses journalistes d'être des « pantins de l'Occident » et appelait directement le gouvernement russe et le Service fédéral de sécurité (FSB) à « arrêter ces non-humains qui écrivent et provoquent [son] peuple ». Il déclarait dans sa vidéo : « Ça suffit ! Si vous voulez qu'on commette un crime et qu'on devienne des criminels, allez-y, dites-le ! L'un de nous endossera le poids de cette responsabilité et subira le châtement prévu par la loi. Il ira en prison, puis il en sortira. N'essayez pas de nous transformer en criminels, en assassins... ».

Ce n'est pas la première fois qu'Elena Milachina est menacée en raison de son travail en Tchétchénie (une action urgente avait déjà été publiée en 2015, par exemple : <https://www.amnesty.org/fr/documents/eur46/1844/2015/fr/>). Le 6 février 2020, l'avocate Marina Doubrovina et elle ont été agressées et rouées de coups par un groupe de personnes dans un hôtel de Grozny, la capitale tchétchène (voir <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2020/02/russia-prominent-investigative-journalist-and-lawyer-attacked-during-visit-to-chechnya/>). L'enquête sur cette attaque est actuellement à l'arrêt, les images filmées par les caméras de surveillance auraient été « égarées » et aucun des agresseurs présumés n'a été traduit en justice. Ramzan Kadyrov a également mentionné cette attaque dans sa vidéo, déclarant qu'il ne s'agissait que de « hooliganisme de rue » et que « ce n'est pas un crime », et affirmant qu'il n'existait « pas un seul témoin, pas une seule preuve ».

Le 15 avril, le bureau du procureur général a ordonné que *Novaïa Gazeta* supprime l'article d'Elena Milachina sur la Tchétchénie et la réponse des autorités à la pandémie de COVID-19. L'article a été retiré du site internet du journal. Le procureur général n'a pas encore donné d'explication sur ses affirmations selon lesquelles l'article contiendrait de « fausses informations ».

LANGUES À PRIVILÉGIER POUR LA RÉDACTION DE VOS APPELS : russe, anglais

Vous pouvez également écrire dans votre propre langue.

MERCI D'AGIR DANS LES PLUS BREFS DÉLAIS ET AVANT LE : 29 mai 2020

Au-delà de cette date, vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir.

PRÉNOM, NOM ET PRONOM À UTILISER : Elena Milachina (elle)